

NOVEMBRE 2009

Pages 2-3

### ACTUALITÉS DU MONDE

#### Amérique latine

Des élections en Bolivie

Obey Ament

#### Europe

Après les élections législatives en Moldavie, tentation du choix de l'autoritarisme? Raphael Vahé

Le Premier ministre au Vietnam

Patrice Jorland

Page 4

### FOCUS

L'action du FMI à l'Est de l'Europe: l'exemple de la Hongrie

Christine Mendelsohn

Page 5

### ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 6 à 9

#### REGARD sur le désarmement, la sécurité, la paix

Journées du désarmement nucléaire, Pierre Villard

La place du nucléaire dans les nouvelles formes de conflictualité, Jacques Fath

Conférence internationale OTAN-Afghanistan à Berlin

Claire Chastain

## le désarmement est aussi une bataille... politique

Ce numéro est largement consacré au désarmement : le désarmement nucléaire et pour tous les types d'armes. On oublie trop souvent les armes conventionnelles, et les armes légères. Il s'agit aussi du lien entre les armes nucléaires et les conflits, les initiatives et l'action pour la paix... et pas seulement contre la guerre. Les initiatives d'Obama en la matière ont en effet quelque peu changé la donne internationale.

La grande question, en fait, est celle de la sécurité. La sécurité internationale, la sécurité des peuples. On peut souligner la complémentarité des différents enjeux et des significations multiples de cette notion qui correspond bien aux réalités du nouvel état du monde : sécurité internationale, mais aussi sécurité écologique, sociale, civile, personnelle... évidemment tout est lié car il n'y a pas de paix sans un développement humain durable, sans la réponse aux attentes sociales, sans une démilitarisation des relations internationales et des rapports sociaux.

Tout est lié, mais il y a à la fois une vraie spécificité et une importance déterminante du combat, en soi, pour le désarmement. Les communistes, avec la volonté de rassembler large et d'être offensif, devront y prendre toute leur part dans la période qui s'ouvre.

Un des aspects de cette problématique, c'est aussi l'attention critique et combative qu'il faut accorder à l'attitude de la France et de ses partenaires européens. Comment, par exemple, les autorités françaises peuvent-elles concilier leur vote favorable à la résolution 1887 du Conseil de Sécurité de l'ONU, appelant à des progrès dans tous les aspects du désarmement, en particulier nucléaire, et leur projet de loi 2010 sur la défense nationale qui n'en tient absolument pas compte, et, comme si rien ne s'était passé à l'ONU, souligne que les objectifs restent les mêmes et que la priorité va au développement des équipements militaires...

Un processus de désarmement peut s'enclencher. C'est possible. À l'évidence, ce sera un combat.

**Jacques Fath**  
responsable des Relations internationales



- **Délégation de femmes en Israël/Palestine** du 20 au 24 novembre, emmenée par l'Association des villes de France jumelées aux camps de réfugiés palestiniens, participation de Claire Chastain
- **Rencontre solidaire avec la Bolivie** plurinationale souveraine et démocratique, à l'initiative du Collectif de solidarité avec la Bolivie en France, le 21 novembre de 15h à 21h, à l'Espace Jean Dame 17 rue Léopold Bellan Paris 2ème, participation d'Emmanuelle Becker, conseillère municipale de la Ville de Paris
- **Congrès du Parti communiste du Venezuela**, précédé d'une rencontre internationale des Partis, du 18 au 21 novembre, participation d'Obey Ament
- **Projection publique/témoignages** autour du documentaire *Torture made in USA* de Marie-Monique Robin, au siège du PCF, le 15/12 à 19h (date à confirmer)
- **Initiative euro-latino** : rencontre-débats des forces progressistes européennes et latino-américaines 29-31 janvier 2010 au siège du PCF

## Des élections en Bolivie

Le 6 décembre prochain, des élections présidentielles et législatives auront lieu en Bolivie. Tout semble indiquer que le président Evo Morales aura le soutien populaire en faveur de la poursuite de la révolution démocratique et culturelle initiée en 2005. Le bilan de ces quatre années de mandat est remarquable : alphabétisation réussie, ré-appropriation sociale des ressources naturelles, redistribution des richesses, inégalités et pauvreté en recul.

Le président Evo Morales affrontera les candidats des grands propriétaires opposés à la réforme agraire et représentants d'une vieille oligarchie raciste qui n'accepte pas la nouvelle Constitution, garante de droits



## Le Premier ministre au Vietnam

François Fillon vient d'effectuer, du 12 au 14 novembre, un voyage officiel en République socialiste du Vietnam, le premier, souligne-t-on à Matignon, d'un premier ministre français et cela était d'autant plus important, ajoute-t-on, que le dernier déplacement de haut niveau remontait à celui de Jacques Chirac en 2004. Trois ministres (enseignement supérieur, transports, commerce extérieur) et 45 chefs d'entreprises (grands groupes et PME) étaient du voyage. Le forum franco-vietnamien des entrepreneurs qui s'est tenu à Hanoi, avec la participation de 300 entreprises des deux pays, entrainé dans le cadre de la visite du premier ministre.



Au total, 18 accords et protocoles d'un montant total de 9,5 milliards de dollars ont été conclus, qui portent sur l'aéronautique (quatre Airbus A380), l'espace, la première ligne de tramway de Hochiminhville, le pétrole, le nucléaire civil ou encore la surveillance de l'espace maritime. Lors de son passage à Hué, François Fillon a annoncé une aide, à vrai dire plus que modeste, de 200.000 euros pour les victimes des typhons qui ont récemment frappé le centre du Vietnam. Comme l'a dit Anne-Marie Idrac, la ministre du commerce extérieur, l'approche était « très business ». On ne négligera cependant pas l'accord de participation d'un consortium d'universités françaises à l'université des sciences et des technologies, qui devrait bénéficier d'un important financement de la Banque asiatique de développement.

Tout cela n'est pas négligeable et peut aller dans le bon sens. Encore convient-il de rappeler que l'on

nouveaux pour les peuples indigènes et d'une démocratisation profonde de la société.

Pour soutenir cette expérience démocratique, le *Collectif Bolivie*, qui rassemble une grande diversité d'organisations, dont le PCF, a organisé une après-midi de solidarité le 21 novembre dans une grande salle de la mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris avec la participation de l'ambassadrice Mme Luzmila Carpio, la conseillère municipale communiste de Paris Emmanuelle Becker et la chercheuse Janette Habel.

La sénatrice communiste Michèle Demessine se rendra en Bolivie pour assister, en tant qu'observatrice internationale, à ce moment fort de la nouvelle démocratie bolivienne.

**Obey Ament**

responsable *Amérique latine, Relations internationales* du PCF

avait annoncé le président de la République qui, de toute évidence, était pris par de plus nobles projets, que les crédits de la coopération culturelle, scientifique et technique ont été sabrés ces dernières années, notamment pour ce qui concerne le Vietnam, que le gouvernement français tend à se défaire sur la coopération décentralisée des collectivités territoriales et sur les ONG. Il apparaît également difficile aux dirigeants français de se départir d'un ton sentencieux et quelque peu condescendant. À l'occasion d'un toast, le premier ministre n'a-t-il pas déclaré : « La confiance dans le fait que l'ouverture économique et les réformes vont de pair avec le renforcement des libertés publiques et individuelles », pétition de principe que ne confirment ni la théorie ni la pratique ?

Or, les relations bilatérales ont perdu de leur importance relative au cours des quinze dernières années, essentiellement du fait des autorités françaises dont le manque d'ambition est manifeste. La partie vietnamienne souhaite plus de constance et de profondeur de champ. Elle n'éprouve aucune nostalgie du passé et est engagée dans un nécessaire, et forcément complexe, processus de développement économique et social. En dépit des promesses annoncées, le partenariat stratégique n'est pas soutenu, alors que le Vietnam est disposé à épauler la France au sein de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (10 Etats, avec une population supérieure à celle de l'Union européenne à 27) et aimerait que la réciproque soit vraie, de la part de la France, au sein de l'espace européen.

Le monde change, il serait temps de changer de parallaxe.

**Patrice Jorland**

collaborateur des *Relations internationales* du PCF

## Moldavie

### Après les élections législatives, tentation du choix de l'autoritarisme?

« L'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie sont les trois pays considérés de grande importance pour l'Union européenne » a déclaré l'ex-président de la Pologne, Alexandre Kwasniewski, dans le cadre de l'ouverture en septembre dernier du Forum économique de Krynica, en Pologne, mini-Davos européen.

Petit État totalement enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, la Moldavie peine à définir son identité culturelle et territoriale. Elle subit, en effet, les conséquences de sa position géographique sur l'une des principales lignes de fracture qui sépare, depuis près de deux siècles, l'Empire russe, puis l'URSS, et aujourd'hui la Russie de ses voisins occidentaux turcs et roumains. L'État moldave actuel résulte d'un singulier découpage lié aux soubresauts de l'histoire régionale et de choix de la période soviétique.

La Moldavie est entrée lentement dans la crise et la situation économique est très difficile. Elle est contrainte de faire appel à des aides extérieures. Elle essaie de maintenir sa politique d'équilibre entre la Russie et l'Union européenne, son premier partenaire commercial.

C'est dans ce contexte que se sont déroulées le 29 juillet dernier des élections législatives anticipées causées par l'échec du Parlement moldave à élire le président de la République à la suite d'élections qui se sont déroulées au printemps. Le chef de l'état sortant, Vladimir Voronine, en poste depuis 2001, ne pouvant prétendre à un troisième mandat.

L'intégration dans l'Union européenne et l'adhésion à l'Alliance atlantique ont été au cœur des enjeux de ce scrutin.

Les quatre partis d'opposition sont arrivés en tête des élections législatives anticipées en Moldavie le 29 juillet. Le Parti libéral-démocrate (PLDM), dirigé par Vladir Pilat (il est devenu Premier ministre le 28 septembre dernier), a recueilli 16,40% des suffrages (17 sièges); le Parti libéral (PL) de Mihail Ghimpu a obtenu 14,40% des voix (15 sièges) et l'Alliance notre



Moldavie (AMN), de Seralim Urechean, a remporté 7,40% des suffrages (8 sièges). Le Parti démocratique, dirigé par l'ancien ministre de l'Économie et ex-président du Parlement moldave, ancien membre du Parti communiste (PRCM), Marian Lupu, a recueilli 12,60% des suffrages et 13 sièges. Ces quatre partis totalisent donc 50,70% des suffrages et remportent 53 sièges au Parlement.

Le Parti communiste demeure cependant le principal parti politique du pays et obtient 45,10% des voix et 48 sièges. Les résultats montrent une Moldavie coupée en deux avec, d'un côté, des électeurs ruraux, et souvent très pauvres, favorables au Parti communiste et, de l'autre, des Moldaves urbains, qui se sont prononcés pour les forces de l'opposition.

La participation a atteint 56,80%, soit au dessus de celle enregistrée lors des dernières élections législatives du 5 avril dernier (+ 4,8 points).

Une nouvelle majorité parlementaire composée de trois partis, deux partis libéraux et un parti social-démocrate, a été constituée tout de suite après les élections. Les premiers actes du nouveau gouvernement représentent déjà un recul dans l'évolution des institutions démocratiques de la Moldavie. L'ignorance des droits de l'opposition au Parlement, les changements importants dans la politique de sécurité sociale, les changements dans le code de l'audiovisuel, le manque de continuité dans le règlement du problème délicat de la Transnistrie, tout cela conduit à une instabilité majeure dans la société moldave.

Alors que l'intégration européenne libérale est soumise à la sanction inquiétante de l'abstention, la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe auront-ils la volonté d'empêcher l'installation d'un régime anti-démocratique en République de Moldavie, comme le demande la gauche européenne dont le Parti communiste moldave est membre à part entière ?

Il y a lieu d'être attentifs, chez les progressistes européens, au projet de partenariat oriental de l'Union européenne lancé à Prague le 7 mai 2009.

Raphaël Vahé

collaborateur des Relations internationales du PCF

## SUGGESTIONS

### de lecture

**Article de Jacques Fath**, *Le mur, vingt ans après la chute, cultiver l'obsession de l'avenir...* dans *l'Humanité* du 2/11  
[http://www.humanite.fr/2009-11-02\\_Idees-Tribune-libre-Histoire\\_Le-mur-vingt-ans-apres-la-Chute-cultiver-l](http://www.humanite.fr/2009-11-02_Idees-Tribune-libre-Histoire_Le-mur-vingt-ans-apres-la-Chute-cultiver-l)

**Article de Claire Chastain**, *Résistance: faites quelque chose pour nous*, dans *FALMag* n°98 octobre 2009

**Livre de Paul Sindic**, *Des défis planétaires à relever d'urgence*, préfacé par Fancis Wurtz. À paraître.

## L'ACTION DU FMI À L'EST DE L'EUROPE : l'exemple de la Hongrie

### La dette de la Hongrie a démarré en 1974, au premier choc pétrolier.

Les prix de l'énergie avaient fortement augmenté, y compris le gaz et le pétrole venant de l'URSS. En même temps, les banques privées suisse, allemandes et anglaises proposaient des prêts à des taux très bas. La Hongrie, comme la Pologne et la Roumanie, avait déjà emprunté en 1974. Mais, dès 1976, les taux d'intérêts des banques étrangères ont augmenté et le remboursement était devenu difficile.

À ceci, il faut ajouter que l'URSS demandait un effort d'armement à la Hongrie pour faire face à la guerre froide.

**Le gouvernement de Jonas Kadar**, le secrétaire du PC hongrois, chef d'État de 1956 à 1989, avait dû renoncer, à partir de 1978, à élever le niveau de vie des Hongrois lorsque la production augmentait.

En 1980, les banques privées de l'Ouest rapatrient leurs capitaux à l'Ouest et la banque centrale hongroise n'a plus de réserve.

Le PC hongrois convainc Kadar d'entrer au FMI en 1982.

### Dès 1987, le FMI demandait des réformes pour le remboursement.

Il a imposé l'institution de deux niveaux de salaire : un salaire net et un salaire brut. Les Hongrois n'ont pas réagi car le salaire net était celui qu'ils percevaient auparavant. Dans un premier temps, le salaire brut payé par les entreprises d'État a augmenté pour remplir les caisses de l'État. Et le FMI avait aussi mis en place le processus des transferts d'impôts sur les salariés.

Il a imposé deux niveaux entre les banques. La Banque d'État doit être divisée entre banques de dépôt et banques commerciales et ces dernières peuvent être privatisées, ce qui fut fait dès 1990.

Il a accompagné la réorganisation des usines d'État par un découpage en secteurs différenciés préfigurant les privatisations futures.

**1989.** Le rideau de fer « est coupé », comme on dit là-bas, peut-être par allusion au fameux pique-nique près du lac Balaton qui, en août 1989, a permis à des milliers d'habitants de la RDA de passer en Autriche.

**L'économie de la Hongrie a été alors, sur les conseils de l'OMC, très ouverte :** suppression des barrières douanières et installation des capitaux étrangers qui ont acheté les entreprises hongroises.

Ces patrons étaient principalement allemands, autrichiens pour l'automobile, remplaçant les usines de locomotive et de camion, et pour l'agro-alimentaire, très développée avant 1989. Les Français ont gagné la guerre des grandes surfaces avec l'installation massive de magasins Auchan et Carrefour et la gestion de l'eau avec Suez\*.

Ces nouveaux patrons étrangers, qui étaient venus avec la promesse d'amener leur savoir faire, ont démantelé les entreprises pour n'en garder que la partie rentable, en faire des filiales et fermer les autres parties. Toutes ces entreprises étrangères rapatrient leurs profits dans leurs pays. Donc ces profits bénéficient peu à la Hongrie. Par contre, une fois la production fermée, les marchés de la Hongrie sont disponibles pour l'importation des produits de l'Ouest de l'Europe.

La grande vague des privatisations a lieu de 1994 à 1998 dans les secteurs commerciaux, bancaires et industriels.

**Le FMI quitte la Hongrie en 1998, au moment où ce pays négocie pour rentrer dans l'UE.** La Hongrie, vidée de ces richesses, entre dans les politiques de concurrence en se maintenant comme région low-cost de l'UE avec des bas salaires pour attirer l'installation d'entreprises, mais provoquant l'endettement des collectivités locales, celui des habitants et des PME. Elle n'a plus de filet de sécurité pour faire face à la crise en septembre 2008.

Le gouvernement demande de l'aide à l'UE qui la lui refuse, au nom de la régulation par le marché. Il fait donc appel à nouveau au FMI pour 25 milliards de dollars en 2008. Le FMI lui demande des efforts, d'où la réduction des retraites et leur privatisation pour la jeune génération, l'allongement de la durée de travail, la réduction des congés maternité, le regroupement des hôpitaux et la réduction de l'offre de soin. De plus, les salaires sont gelés pour deux ans. Le FMI demande aussi de poursuivre les privatisations, avec, dès maintenant, celle des chemins de fer et la fermeture de certaines lignes.

**Les militants engagés à gauche disent que la confusion est complète** du fait que ce soit un gouvernement socialiste qui dirige la Hongrie, sous les conseils de Strauss Khan au FMI et Pascal Lamy à l'OMC (tous deux membres du Parti socialiste français), qui forcent l'ouverture des marchés, la liberté de circulation des capitaux et la privatisation de l'économie.

La droite, pour des raisons électoralistes, prend aujourd'hui les mots d'ordre de gauche. Elle a organisé en 2006 un référendum contre la privatisation du système de santé prévue par le gouvernement socialiste.

**Aujourd'hui, les Hongrois qui croient au libéralisme remercient le FMI** de venir au secours de l'économie de leur pays en faillite, « du fait de l'incompétence des hommes politiques », disent-ils.

Le Premier ministre socialiste, qui a dû démissionner en 2009, mais influence toujours le gouvernement, est prioritairement visé dans les critiques. C'est un ancien responsable de la jeunesse communiste. Il est aujourd'hui milliardaire avec l'aide de la famille de sa femme, qui était au pouvoir du temps de la Hongrie populaire. Plusieurs autres membres de ce gouvernement étaient déjà en responsabilité du temps de Jonas Kadar. D'où un mouvement dans la population, l'expression d'un anticommunisme à retardement, vingt ans après. Des Hongrois disent que « les communistes sont toujours au pouvoir sous un autre nom politique et qu'il faut tous les faire partir ».

La droite, qui prévoit de faire alliance avec l'extrême droite, est donnée gagnante aux élections législatives de 2010.

**Christine Mendelsohn, PGE**

\* Cette entreprise française est aujourd'hui en procès contre la commune de Pécs, dans le sud de la Hongrie, depuis que le nouveau maire, de droite, a expulsé le directeur de Suez après que le prix de l'eau ait fortement augmenté et sa qualité baissé, et qu'il ait décidé de dévoyer la gestion de l'eau à la municipalité. Les profits dégagés par Suez avaient été utilisés pour ouvrir d'autres entreprises ailleurs dans le pays. Le tribunal de Budapest a ordonné, fin octobre, la cessation de leurs activités. Nicolas Sarkozy avait demandé à l'ambassadeur de France en Hongrie d'intervenir pour défendre les intérêts de Suez et des investissements français en général. Sans succès.

**RENCONTRES**

**Rencontre avec M. Facho Balam, secrétaire général de l'Union nationale démocratique du Tchad**, (Parti des communistes du Tchad), avec Jacques Fath, responsable des *Relations internationales* du PCF et Aly Ndiaye, collaborateur sur l'Afrique aux *Relations internationales* du PCF, le 14/10.

**Rencontre avec M. Manuel Antonio, conseiller de l'Ambassade de l'Angola en France, membre du Mouvement pour la libération de l'Angola**, avec Jacques Fath et Claire Chastain, collaboratrice aux *Relations internationales* du PCF, le 15/10.

**Rencontre avec une délégation du Front de résistance contre le coup d'État au Honduras**, conduite par M. Fajardo, ministre-conseiller du Président Zelaya, avec Jacques Fath et Obey Ament, responsable de l'Amérique latine aux *Relations internationales* du PCF, le 22/10. La délégation a également rencontré M. Billout, sénateur, au Sénat.

**Rencontre de Jacques Fath avec une délégation du Parti communiste et ouvrier de Tunisie**, conduite par M. Adel Thabet, représentant du PCOT en France, le 27/10.

**Rencontre avec M. Antonio Menedez, sociologue et enseignant à l'Université Butler aux États-Unis**, travaillant sur les relations entre les États-Unis et la France et les approches différentes des questions liées aux conflits et à la paix, avec Patrice Jorland, collaborateur des *Relations internationales* du PCF et Claire Chastain, le 05/11.

**Rencontre avec une délégation de la Commission centrale de l'Information et de l'Éducation du Parti communiste vietnamien**, conduite par M. To Huy Rua, membre du Bureau politique, président de la Commission centrale de l'Information et de l'Éducation, avec Pierre Laurent, coordinateur national du PCF, Paul Fromonteil, membre de la commission des *Relations internationales* du PCF, Claire Chastain et Pierre Lacaze, membre du CN, secrétaire fédéral de Haute Garonne, le 10/11.

**AUDITION PUBLIQUE**

**Mme Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France**, le 22/10 (intervention audio disponible <http://www.pcf.fr/spip.php?article4153>)  
Intervention de Daniel Durand, chercheur à l'Institut de documentation et de recherche pour la paix (IDRP), sur *Désarmement international, situation et perspectives*, lors de la réunion de la **Commission des Relations internationales consacrée aux enjeux du désarmement**, le 29/10 (texte disponible auprès de [cchastain@pcf.fr](mailto:cchastain@pcf.fr))

**ÉVÉNEMENTS**

**Semaine de solidarité avec les peuples autochtones d'Amériques**, participation d'Obey Ament, le 16/10

**Soirée de solidarité avec le Honduras**, en présence de la délégation du Front de résistance contre le coup d'État, participation d'Obey Ament et de Laurence Cohen, membre du Conseil national (**intervention de Laurence Cohen disponible auprès de [cchastain@pcf.fr](mailto:cchastain@pcf.fr)**), le 23/10.

**Journées du désarmement nucléaire**, participation de Jacques Fath, à Caen du 16 au 18/10.

**Conférence publique de travail du Collectif international anti-OTAN**, participation de Claire Chastain, à Berlin du 16 au 18/10

Débat organisé par le *Comité pour la mise à mort de la Françafrique*, participation de Jean-Paul Vanhoove, collaborateur sur l'Afrique aux *Relations internationales* du PCF le 18/09.

**80e anniversaire du Parti communiste libanais**, participation de Jacques Fath à un dîner convivial en présence de nombreuses délégations françaises et étrangères, le 30/10.

**20 ans de la chute du mur de Berlin**, initiative du Parti communiste français, présidée par Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, avec la participation de Pierre Laurent et Francis Wurtz, europarlementaire honoraire.

**Soirée de solidarité avec les journalistes tunisiens et pour la liberté de la presse en Tunisie**, participation de Pierre Laurent, organisée par M. Kamel Jendoubi, président du *Comité pour le respect et des droits de l'homme en Tunisie* (CRLDHT) et M. Mouhieddine Cherbib, président de la *Fédération pour une citoyenneté des deux rives* (FTCR), à la mairie du 2e arrondissement de Paris, le 18/11.

**MISSIONS**

**Vietnam**, délégation de Jacques Fath, accompagné de Danielle Fath, à l'invitation du Parti communiste vietnamien, du 5 au 17 novembre.

**Madrid, Espagne**, Congrès du Parti communiste espagnol, participation de José Cordon, responsable Europe aux *Relations internationales* du PCF, du 6 au 8 novembre.

**Budapest, Hongrie**, Congrès du Parti communiste ouvrier de Hongrie (PCOH-2006), participation de Christine Mendelsohn, représentante du PCF à l'exécutif du Parti de la gauche européenne (PGE).

**90 ans du Parti communiste d'Israël**, participation de Ian Brossat, membre du CN, président du Groupe communiste à la Ville de Paris, du 7 au 9 novembre.

**Gaza, Cisjordanie, Israël, délégation du Conseil général de l'Essonne**, avec la participation de Bruno Piriou, vice-président (PCF) du Conseil général, du 3 au 10/11.

**COLLECTIFS UNITAIRES**

**Participation régulière** aux collectifs OTAN-Afghanistan, désarmement nucléaire, Palestine, Maghreb, Bolivie, Togo.

**COMMUNIQUÉS DE PRESSE**

**Le PCF réaffirme sa solidarité avec les progressistes tunisiens** 27/10

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4015>

Sur la Tunisie également : une lettre de Marie-George Buffet à Bernard Kouchner, deux lettres de Nicole Borvo, sénatrice et présidente du Groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat, à l'ambassadeur de Tunisie en France, la première pour soutenir Taoufik Ben Brik et la seconde pour soutenir Kamel Jendoubi, tous deux journalistes et victimes de la répression gouvernementale.

Un appel collectif de solidarité avec Taoufik Ben Brik et un appel collectif pour la liberté de la presse en Tunisie, ont été signés par le PCF. (les documents sont disponibles sur demande auprès de Claire Chastain, [cchastain@pcf.fr](mailto:cchastain@pcf.fr))

**Le PCF se félicite du retrait de la participation de Soda-Club à la Fête des Vendanges** 9/10, <http://www.pcf.fr/spip.php?article3958>

Un appel collectif Soda-Club a également été signé par le PCF.

**Le détestable travail d'Hillary Clinton au Proche-Orient doit être récusé par la France et par les Européens** 01/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4047>

**Tuerie de Fort Hood: l'expression d'un malaise profond** 06/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4081>

**Le PCF condamne les manœuvres contre le retour de la démocratie au Honduras** 06/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4084>

Sur le Honduras également : une lettre de Marie-George Buffet en soutien à la députée de l'Union démocratique, Silvia Ayala, victime d'une agression armée dans la rue, 04/11

**L'anniversaire de la mort de Yasser Arafat doit rappeler à la Communauté internationale sa responsabilité dans la construction d'une paix juste au Proche-Orient** 13/11

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4121>

Lettre de Nicole Borvo à l'ambassadeur d'Iran en France contre la peine de mort après des condamnations à mort et exécution et autour de la Journée mondiale contre la peine de mort 7/10 (texte disponible auprès de [cchastain@pcf.fr](mailto:cchastain@pcf.fr))

Intervention de Michèle Demessine au débat sur l'Afghanistan au Sénat (de retour de mission à Kaboul) 16/11 (texte disponible auprès de [cchastain@pcf.fr](mailto:cchastain@pcf.fr))

## LES JOURNÉES DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE un temps fort pour l'abolition

**D**imanche 18 octobre, devant le Mémorial pour la Paix de Caen, 200 personnes, venant de 31 départements et de 8 pays, représentant 32 organisations, ont lancé **6 mois d'actions pour l'abolition des armes nucléaires**. L'objectif était de mobiliser l'opinion publique française et internationale, en vue de la Conférence de révision du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui se tiendra en mai 2010 à l'ONU à New-York.

Les branches françaises des réseaux internationaux *Abolition 2000* et ICAN (Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire), dont le Mouvement de la Paix en France est membre, ont organisé ces Journées du désarmement nucléaire (JDN), 4ème édition, auxquelles ont notamment participé des partenaires venus des États-Unis, de Russie et de Grande Bretagne, ainsi que de Belgique, d'Allemagne, du Japon et d'Australie. Parmi eux, Sergueï Kolesnikov, député à la Douma russe et Jérémy Corbyn, parlementaire britannique.

Les JDN constituent une occasion unique pour les participants, associatifs, politiques, experts, membres de mouvements pour la Paix, d'échanger sur l'état du désarmement nucléaire. Le contexte aujourd'hui est différent, après les évolutions internationales positives de ces derniers mois et l'attribution à B. Obama du Prix Nobel de la Paix, que nous interprétons comme un soutien à notre lutte pour l'abolition définitive de l'arme nucléaire. Nous avons donc décidé de coordonner nos actions pour mettre dans le débat public la question de l'implication de la France dans les processus multilatéraux de désarmement nucléaire.

Le point fort de ces JDN a été l'appui apporté à la *Convention d'élimination des armes nucléaires*, texte initié par



des ONG pour compléter et palier les failles du TNP (lequel prévoit un désarmement sur la « bonne foi » des signataires et dans un délai « raisonnable », une terminologie bien vague pour un enjeu aussi crucial). Cette convention a été portée à l'ONU par la Malaisie et le Costa-Rica et est aujourd'hui soutenue par 127 pays.

Les 200 délégués présents ont décidé de s'engager dans une campagne d'interpellation du président de la République pour que la France soutienne la Convention, doublée d'une série d'initiatives décentralisées, formant le « Tour de France de l'Abolition ». Le coup d'envoi a été donné par l'accueil de la « Flamme de l'abolition » venue d'Hiroshima et sa transmission aux représentants des 31 départements présents.

Ces 4èmes Journées du désarmement nucléaire ont atteint leur double objectif, celui de redynamiser en France l'action pour l'abolition de l'arme nucléaire et celui d'élargir les partenaires du champ social qui s'engagent.

Pierre Villard  
co-président du Mouvement de la Paix

## la place du nucléaire dans les nouvelles formes de conflictualité les enjeux d'une sécurité humaine

### INTERVENTION DE JACQUES FATH AUX JOURNÉES DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE-CAEN-16-18 OCTOBRE 2009

**J**e crois qu'on ne peut pas traiter de l'enjeu du désarmement nucléaire aujourd'hui comme on le faisait hier, avant la chute du mur. Nous vivons dans un nouvel état du monde, une nouvelle configuration des relations internationales et la question stratégique ne se pose plus de la même manière.

Le nucléaire militaire a pris une autre place dans les enjeux sécuritaires du monde actuel. Comment analyser cette situation afin d'être efficaces dans notre combat commun pour la paix?

Naturellement, si le monde a profondément changé, il y a quelque chose qui reste plus que jamais d'actualité: l'action pour la paix, pour le désarmement et la sécurité des peuples, comme valeur démocratique et de portée universelle. L'élimination des armes nucléaires est une des exigences majeures du combat des pacifistes dans leur diversité...

Alors, qu'est-ce qui a changé?

La chute du mur, la désintégration du Pacte de Varsovie et de l'URSS, l'effondrement des régimes dits du socialisme réel en Europe centrale et orientale... Avec cet ensemble d'événements historiques on a changé de monde. La fin de l'opposition antagonique de deux blocs politico-militaires est un des aspects de ce bouleversement qui n'est d'ailleurs pas que géo-politique.

Le système des relations internationales qui existait avant la chute du mur de Berlin était un système stratégiquement stable même s'il s'accompagnait de conflits régionaux nombreux. Après la chute du mur, les États-Unis sont demeurés la seule grande puissance hégémonique – on a dit « hyperpuissance » – mais l'échec de George Bush a montré le caractère relatif de la puissance (et de la force militaire) dans un monde de contradictions aiguës et multiples, de

**la place du nucléaire...**

violences politiques diverses, de résistances, de volontés d'autonomies progressistes ou non, de puissances émergentes, ou réémergente pour la Russie.

Le 11 septembre avait permis à G. Bush de construire et présenter un nouvel ennemi irréductible et antagonique: le terrorisme. Le terrorisme est une réalité mais au-delà de ces réalités, celui-ci sert encore d'argument pour chercher à légitimer des politiques et des stratégies essentiellement militaires et sécuritaires. Il apparaît comme un élément déterminant de ces stratégies hégémoniques qu'elles soient américaines, françaises ou plus largement européennes. Cependant, le terrorisme ne peut pas être défini comme un ennemi antagonique. C'est une forme particulière, diversifiée, complexe et évolutive de la violence politique qui a pris, pour une part importante, une dimension mondiale dans le nouveau contexte.

La volonté de redéfinir, même implicitement, un adversaire antagonique reste, on le voit, très forte. Quand l'ennemi ou le risque sécuritaire principal désigné n'est pas l'Iran... c'est la Corée du Nord, voire d'autres pays. Avec Barak Obama, nous ne sommes plus dans l'identification d'un «axe du mal» et nous sommes entrés dans une autre phase, un autre mode de gestion de la question stratégique et nucléaire. Mais l'Iran et sa politique nucléaire cristallisent encore une confrontation stratégique essentielle.

On peut comparer la politique choisie par Barak Obama et celle mise en oeuvre hier par George Bush. C'est important. Mais pour bien comprendre, il faut d'abord mesurer en quoi et avec quels effets la configuration des relations internationales et stratégiques a structurellement changé après la chute du mur.

C'est en effet jusqu'à la façon de faire la guerre qui a changé. Les guerres inter-étatiques classiques (celles du 20ème siècle) ne constituent plus le schéma conflictuel dominant. Quelle est la nature de la guerre aujourd'hui? Guerres civiles? Crises internes violentes? Confrontations dans des États en déliquescence? Conflits territoriaux et de nationalités ou de nationalismes? Guerres dites asymétriques? Ingérences ou interventions militaires de grandes puissances (avec ou sans légitimation de l'ONU)?..

Le contexte est bien celui de nouvelles formes de conflits qui posent la question de la sécurité de façon tout à fait différente.

Dans la configuration actuelle du monde, le nucléaire ne joue plus, à lui tout seul, le rôle d'élément structurant quasi-unique des relations internationales et stratégiques. C'est probablement ce qui permet certains appels au désarmement nucléaire. Celui de Kissinger avec G. Schultz, W. Perry, S. Nunn en 2008 et celui tout récent de M. Rocard avec A. Juppé, A. Richard et le général Norlain...

Ce qui produit les menaces, les insécurités (il faudrait d'ailleurs définir les mots qu'on emploie) ce n'est plus l'existence d'un adversaire antagonique que les occidentaux ont d'ailleurs bien du mal à redéfinir, et pour cause.

Ce qui produit les insécurités d'aujourd'hui c'est un ensemble de causes politiques, économiques, sociales, idéologi-

ques, qui prennent naissance dans les contradictions d'un capitalisme mondialisé en crise et dans les politiques de puissance, les stratégies néo-impérialistes qui s'exercent dans ce contexte compliqué et contradictoire: sous-développement, grande pauvreté, inégalités, nationalismes, rivalités, course aux matières premières, à l'énergie et à l'eau, humiliations, occupation et colonisation... Tous ces problèmes éclatent dans un monde où il n'y a plus de système international stratégiquement stable.

On pourrait dire, en simplifiant abusivement, que le capitalisme n'ayant plus d'adversaire global extérieur, il est devenu lui-même son pire ennemi...

Du coup, le nucléaire prend plusieurs dimensions différentes, avec 3 questions complémentaires: la question de son existence, la question de sa dérive possible en arme d'emploi et la question de sa prolifération.

L'existence même de l'arme nucléaire pose évidemment problème car il s'agit d'une arme dite absolue. Une arme, aussi, de domination. Une arme politique. Son élimination s'impose.

La dérive de l'arme nucléaire en arme d'emploi reste un risque élevé dans un contexte de conflits régionaux de haute intensité et dans une période de sophistication et d'évolution technologique adapté à ce contexte. D'où l'utilisation inacceptable d'arguments techniques et d'efficacité pour essayer de justifier un emploi d'armes nucléaires dans certaines circonstances.

La prolifération constitue le grand débat politique actuel sur le nucléaire. Les problématiques politico-stratégiques autour de l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan et l'Inde, Israël... montrent que la question du nucléaire ne peut plus être séparée de celle des conflits régionaux, des tensions et des crises et de leurs causes réelles.

On ne peut plus penser le désarmement nucléaire sans le lier, d'une façon ou d'une autre, à ces conflits et à ces crises. Dans le nouvel état du monde, les enjeux de la sécurité ne se divisent pas. Tout est lié.

Si l'Iran ne doit pas accéder à la maîtrise de l'arme nucléaire parce que ce pays est signataire du TNP, alors il faut souligner d'une part que tous les États signataires du TNP – y compris les États-Unis et les autres membres permanents du Conseil de Sécurité – doivent appliquer ce traité et s'engager dans un processus de désarmement nucléaire (c'est l'article 6 du Traité) et, d'autre part, au nom des exigences de la sécurité internationale, au nom de la responsabilité collective, de la Charte des Nations Unies, tous les États, y compris les non-signataires du TNP (Israël, Inde et Pakistan) doivent s'engager eux aussi dans un processus multilatéral de dénucléarisation. Ce qui implique des avancées décisives dans le règlement des conflits: la question de Palestine, ou encore la question du Cachemire, des tensions indo-pakistanaïses, et du conflit afghan...

Je crois que la crédibilité de notre combat à tous pour le désarmement nucléaire passe par cette reconnaissance de la complexité nouvelle de l'état du monde.

## la place du nucléaire...

Je crois aussi que la politique d'Obama et de la nouvelle administration américaine, dans sa volonté de rompre avec l'unilatéralisme et l'esprit « guerre froide » de l'administration Bush a bien compris ce lien d'ensemble et le caractère très politique des réponses aux enjeux mondiaux de sécurité. Savoir si des avancées réelles pourront être obtenues, est une autre question. Mais il y aura des réductions d'armements nucléaires, c'est en tous les cas en préparation.

Reste un sujet de débat décisif pour toutes les forces et énergies pacifistes: comment on fait?

Faut-il lier toutes les questions, tous les enjeux en permanence dans l'argumentation nécessaire? Je ne crois pas. Montrer que nous comprenons le monde d'aujourd'hui, faire preuve de crédibilité politique... c'est une chose. Contribuer à construire une conscience collective et des mobilisations en France, en Europe et au-delà sur l'exigence du désarmement nucléaire, nécessite certainement un effort de pédagogie et la définition de certains repères.

Quelques remarques dans cet esprit.

1. Quelle que soit la complexité de l'état du monde, l'élimination des armes nucléaires reste une nécessité primordiale, vue la nature même de l'arme nucléaire.

C'est en soi un combat fondé sur des valeurs et une exigence politique. La portée de ce combat nécessitait bien l'organisation de ces Journées du Désarmement Nucléaire.

2. Le TNP est au centre du débat. La pérennité même du Traité est en question. L'accès de l'Iran à l'arme nucléaire ouvrirait probablement une situation internationale où son existence serait directement mise en cause.

Pour beaucoup, le TNP serait un Traité inégal qui interdit à certains l'accès à l'arme atomique tandis qu'il l'autoriserait à d'autres. Ceci est un mensonge caractérisé. Le TNP n'autorise pas les États dotés de l'arme nucléaire à conserver celle-ci. Le TNP est dans son esprit et sa lettre un traité de désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé. Il doit être respecté et appliqué.

3. Le combat pour la paix c'est aussi le combat pour le règlement politique des conflits. Et dans une approche telle, la question du nucléaire ne doit jamais être traitée à part. Par exemple: on ne peut argumenter autour de la question de Palestine sans prendre en considération le nucléaire israélien et le déséquilibre stratégique et militaire actuel au Proche-Orient.

4. Le désarmement doit être nucléaire mais sans que cette approche soit exclusive. C'est tous les types d'armes qui doivent faire l'objet de politiques multilatérales et contrô-

lées de réductions et d'élimination. Les Nations unies peuvent offrir un cadre approprié pour cela.

Ce qui compte c'est l'exigence de sécurité pour les peuples, le besoin de sécurité humaine. Et l'insécurité, les conflits, les tensions sont alimentées par tous les types d'armes dans ce nouvel état du monde.

5. Depuis les années 90, nous avons beaucoup mobilisé essentiellement contre la guerre. Aujourd'hui, agir contre la guerre, contre les stratégies néo-impérialistes de guerre (en Afghanistan, en Irak...) reste une nécessité voire une priorité mais la crédibilité de notre combat pour la paix dépend aussi de notre capacité à dépasser ou compléter le refus de la guerre par une vision alternative et des propositions. On sait depuis longtemps que la paix n'est pas -ou pas seulement- une fin mais le moyen d'une reconstruction dans toutes ses dimensions économiques, sociales, institutionnelles, politiques... Hier, le militaire donnait l'issue du combat. Aujourd'hui, on nous dit qu'il fait partie de la solution. L'expérience nous montre plutôt qu'il fait partie du problème. Il n'y a pas d'autre réponse aux insécurités d'aujourd'hui que des réponses essentiellement politiques. Le militaire ne peut être qu'un outil au service de la sécurité humaine et du droit. L'exigence est certainement à une démilitarisation des relations internationales et des rapports sociaux. Cette exigence est d'autant plus pressante que la militarisation et la violence prennent des formes nouvelles et préoccupantes: privatisation de la guerre, militarisation et violence dans les sociétés, notamment au Sud (on parle aujourd'hui du désarmement des sociétés), mais aussi conceptions répressives et ultra-sécuritaires des réponses aux urgences sociales, par exemple aux migrations...

La sécurité humaine est donc bien un problème global qui touche au mode de développement tout autant qu'aux rapports de puissances.

Le désarmement nucléaire est donc un aspect de cette nécessité de la démilitarisation des relations humaines et des relations internationales. C'est évidemment une ambition de grande portée. Le nouveau contexte politique ouvert par les propositions et la stratégie de Barak Obama peut permettre des avancées dans cette voie. Cela dépend largement de l'engagement de l'ensemble des forces et énergies qui veulent la paix, la sécurité et le désarmement. Ce nouveau contexte nous ouvre en tous les cas des champs d'action politique et de mobilisations plus large, plus ouvert, plus politique. Sachons les investir ensemble avec détermination.



## RENCONTRE ET CONFÉRENCE PUBLIQUE DE TRAVAIL DU COLLECTIF INTERNATIONAL ANTI-OTAN BERLIN DU 16 AU 18 OCTOBRE

### une mobilisation plus vivante que jamais

Après les difficultés et la désillusion de « Strasbourg », on aurait pu craindre un essoufflement, voire un éclatement, du **Collectif international anti-OTAN** (dont le PCF est membre depuis sa fondation en octobre 2008), organisateur de la mobilisation contre le Sommet de l'OTAN dans cette ville en avril dernier (où la manifestation internationale pacifique a été émaillée de graves violences avant tout policières mais également du fait de groupes autonomes).

Il n'en est rien, bien au contraire. Nous étions, du 16 au 18 octobre dernier, à Berlin, une centaine de participants venus du monde entier pour la première réunion internationale publique depuis « Strasbourg », destinée à organiser les initiatives à venir contre l'OTAN et pour la Paix.

Notre collectif international s'est même élargi, bien au-delà des pays membres de l'OTAN, à l'Amérique latine, l'Europe de l'est, l'Asie du sud et aux États-Unis. Parce que la stratégie de l'Alliance atlantique est tentaculaire et qu'elle est présente, sous d'autres formes, dans nombre de pays bien au-delà des frontières de ses États membres, nous avons décidé de lier nos batailles contre cette politique d'occupation et de domination qui s'étend des bases militaires en Colombie au bouclier anti-missile en Europe de l'Est (dont le projet n'a pas été abandonné, mais transposé par les États-Unis au cadre d'action de l'Alliance atlantique), en passant par l'Asie du sud et notamment la Birmanie.

Nous avons ainsi travaillé pendant deux jours dans une atmosphère agréable, d'échanges et de partage de nos expériences, très constructive, de laquelle il émanait une vraie volonté de la part de tous les participants de poursuivre ce que nous avons ébauché pour Strasbourg et de continuer à construire notre mouvement. Ensemble, nous avons exprimé notre désir d'apprendre les uns des autres, d'intégrer les problématiques de paix et de sécurité d'autres régions du monde et de bâtir une lutte commune d'un bout à l'autre de la planète.

Le vendredi soir, nous avons organisé un meeting public sur l'Afghanistan, la présence des forces de l'OTAN et les alternatives à l'option militaire privilégiée jusqu'à présent dans ce pays et dont les résultats désastreux parlent d'eux-mêmes. Les témoignages des mouvements de Paix français, britanniques et étasuniens, ont été complémentaires et ont eu un impact fort sur un public qui venait, pour une bonne partie, écouter pour la première fois parler de la guerre d'Afghanistan et des alternatives possibles de résolution politique du conflit.

Les samedi et dimanche ont été consacrés à des séances de travail alternant plénières et ateliers thématiques : sur les structures et actions à venir du *Collectif international*, les femmes, le concept stratégique de l'OTAN, les liens de l'Alliance avec l'ONU, avec l'UE. Nous comptons d'ailleurs

parmi nous des membres d'associations irlandaises pour la Paix, venus quelques jours seulement après le vote imposé, une deuxième fois, du traité de Lisbonne dans ce pays, au résultat que nous connaissons. L'adoption définitive du Traité de Lisbonne impliquera une relation de dépendance hiérarchique de la défense européenne à l'OTAN, renforçant par là même l'orientation atlantiste de la politique étrangère de l'UE et de ses États membres.

Nous avons aussi, dans le cadre de nos discussions en séances plénières, débattu et réaffirmé la position de notre collectif à l'égard des actes de violence commis à Strasbourg et de la violence en général, que nous condamnons fermement quels qu'en soient les auteurs. Le caractère non-violent des actions du *Collectif international* est ainsi clairement établi. Il a été reconnu que nous devons, pour l'organisation de nos prochaines initiatives, redoubler d'attention pour ne pas permettre que soient mis en cause, comme à Strasbourg, nos efforts pour créer une grande mobilisation internationale pacifiste.

Nos activités à venir sont nombreuses et leur diversité témoigne de l'ampleur et de la vivacité du *Collectif international* : outre les initiatives alternatives au prochain sommet de l'OTAN qui devrait se dérouler fin 2010 au Portugal, nous envisageons d'organiser, en France ou en Allemagne, une contre-conférence à celle annoncée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sur l'Afghanistan, prévue début 2010. Il y aura également, organisées par des associations pour la Paix nouvellement membres du *Collectif international*, des conférences sur la Paix et la sécurité : à Kuala Lumpur en Malaisie, en mai 2010 et à Tbilissi en Géorgie, en juin 2010. Ce sera la première fois que, dans ces régions du monde, les Mouvements de Paix organisent des événements à dimension internationale sur ces thématiques. Qui plus est, en marge de l'examen du Traité de non-prolifération nucléaire à l'ONU, à New York, en avril 2010, de nombreuses réunions se tiendront, concernant la sécurité, le désarmement et le règlement des conflits. Le PCF sera présent. En effet, aujourd'hui on ne peut plus traiter ces questions de manière isolée : le lien entre le désarmement, nucléaire et conventionnel (même si cela représente un enjeu à part entière), et la résolution des conflits, la sécurité, la configuration des relations internationales, est inséparable et il nous faut le considérer et l'appréhender ainsi si l'on veut véritablement agir, sur le plan politique, pour la Paix.

Le PCF fait entendre sa voix sur ces questions du désarmement, de la sécurité et de la Paix. Nous participons activement et sommes partie intégrante de cette mobilisation internationale, qui, pleine de force et d'opiniâtreté, est aujourd'hui plus vivante que jamais.

Claire Chastain

collaboratrice des *Relations internationales* du PCF